



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

Tirons les leçons de la grève générale du 09/11 pour organiser la lutte !

Selon les communiqués syndicaux au lendemain de la grève, il s'agirait d'une victoire : la grève, « largement suivie », aurait été un « succès ». Mais au final, à part de petites mesures, nous n'avons rien gagné qui change réellement notre quotidien. Si c'était le cas, cela devrait avoir fait changer l'orientation du gouvernement. S'il n'y a pas eu d'impact significatif, c'est parce que, comme le dit la presse, le pays était « au ralenti », pas à l'arrêt. Les transports publics fonctionnaient grâce au service minimum et de nombreuses entreprises tournaient au ralenti, mais profitaient de la peur des travailleurs de perdre leur emploi pour assurer la production.

Ainsi, la majorité des travailleurs ont suivi les mots d'ordre syndicaux : ils ont fait grève en refusant d'aller travailler pour exprimer leur ras-le-bol. De plus, dans de nombreuses entreprises, des syndicalistes combattifs ont réellement empêché leur entreprise de fonctionner. Pourtant, dans l'ensemble, cette grève n'a pas



paralysé le pays et n'a pas fait suffisamment mal au portefeuille des patrons que pour que l'on y gagne autre chose que des cacahuètes en comparaison avec les profits faramineux des multinationales de l'énergie.

Pourquoi alors parler d'une grève réussie ? Et bien, c'est parce que, pour les hautes directions syndicales, leur journée de grève générale a été « largement suivie ». C'est-à-dire que les travailleurs sont restés à la maison et que leurs actions de blocages ou de rassemblement ont mobilisé des travailleurs. Mais, mis à part les réelles actions de blocage de la production de plus de 24h menées par des syndicalistes combattifs,

les actions étaient symboliques car elles ne mettaient pas l'économie à l'arrêt. Les piquets étaient souvent organisés à la veille de la grève et levés le lendemain.

C'est une stratégie des syndicats « responsables » pour canaliser les « colères populaires » comme le souligne l'édito du Soir du 1er décembre. Mais elle n'inclut pas de victoire concrète immédiate, ni de changement profond qui remettrait en cause le système capitaliste. Pourquoi a-t-on des grèves pareilles alors que l'urgence sociale est de plus en plus grande ? Une raison importante à cela vient du fait que ce ne sont pas les travailleurs qui décident directement de leurs actions, mais la couche

priviliée des fonctionnaires des syndicats. Ce ne sont ni les délégués de base, ni encore moins les affiliés. Pourtant ce sont eux qui savent au mieux comment paralyser la production, comment faire des grèves tournantes pour contrecarrer les plans de la direction et continuer à tenir dans la durée.

Chez Bpost, les syndicats avaient annoncé un jour supplémentaire de grève pour protester contre les négociations avec la direction. Cela aurait pu être l'occasion de paralyser l'ensemble de l'entreprise au niveau national pendant 48h. Au lieu de ça, les piquets n'ont pas été assurés durant toute cette période, parfois même pas durant la journée du 09/11. La faute n'est certainement pas aux travailleurs qui ont saisi l'occasion pour prendre quelques jours de repos bien mérités. La faute est au manque d'organisation sérieuse de la part des directions syndicales et leur absence de protestation contre la pression mise sur les travailleurs qui ont des CDD et les intérimaires qui sont obligés de travailler de peur de perdre leur emploi. En agissant ainsi, les syndicats ne défendent même plus

le droit de grève et permettent au patronat de casser l'action des travailleurs !

Cette grève nationale n'a pas atteint son objectif de paralyser l'économie du pays pour exiger de réelles mesures structurelles comme le blocage des prix de l'énergie, la nationalisation de ce secteur ou la hausse générale des salaires. C'est ce qui pousse de nombreux secteurs à continuer la lutte, comme le démontre les actions et grèves régulières que ce soit aux TEC, à la SNCB, dans l'enseignement, dans les CPAS ...

La leçon principale que nous tirons de cette « grève générale » est que nous ne pouvons pas compter sur les hautes directions syndicales pour bloquer l'économie de ce pays, alors qu'elles en ont pourtant les moyens. Nous, les travailleurs, devons compter sur notre propre organisation à la base et mettre sur pied des comités de grève pour garantir les blocages de la production. Les travailleurs doivent prendre les choses en main et ne pas dépendre des directions syndicales qui lèvent les piquets par un simple appel téléphonique !

Il s'agit concrètement de discuter avec nos collègues de travail du bilan à tirer de cette grève et de la manière de se mobiliser pour organiser des actions pour améliorer nos conditions de travail et de vie. Aller rencontrer des travailleurs qui travaillent dans la même entreprise ou dans les mêmes secteurs est nécessaire pour garantir à l'avenir un mouvement de lutte commune.

Il est temps de reprendre en main l'organisation de notre lutte syndicale pour qu'une journée de grève générale ne soit plus jamais symbolique, mais qu'elle fasse réellement peur au patronat et au gouvernement car ils craindront de perdre beaucoup d'argent et d'avoir un réel risque de voir s'exprimer efficacement notre colère populaire.

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Enseignement

Mardi 7/2 le front commun syndical appelle à une « concentration de militants » à Charleroi, suivie d'une rencontre avec Paul Magnette. Depuis maintenant 1 an les enseignants, et plus généralement les travailleurs du monde de l'enseignement, sont mobilisés contre diverses réformes concernant l'enseignement qualifiant, les évaluations des enseignants, les surcharges administratives liées au pacte d'excellence, et plus généralement à la situation chronique de sous-financement aboutissant à un manque d'encadrement et des tailles de classes impossibles.

Quelques grèves ponctuelles, quelques manifestations éparses, n'ont pas réussi jusqu'ici à créer le rapport de force nécessaire pour forcer la négociation avec le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. De vagues promesses, le report de certaines mesures pour étaler leur impact et prendre le temps de les expliquer aux personnels (comme s'il s'agissait d'un problème de compréhension) sont tout ce qui a pu être obtenu jusqu'ici.

Les travailleurs qui souhaitent un réel changement de cap, un refinancement et l'abandon de mesures jugées unanimement dommageables devraient aujourd'hui se concerter et décider ensemble d'un plan d'action qui permettrait d'arriver à bon port.

Le découragement et l'absence de perspective quant à infléchir la position du gouvernement (dont les réformes ne sont pas que de vagues promesses, mais bien une marche forcée pour faire plus avec moins, sans aucun égard pour le bien-être des élèves ou la santé des travailleurs) ne sont pas une fatalité, mais découlent d'un plan d'action décidé par les instances syndicales, sans réelle concertation avec la base, et sans suivi manifeste.

► Seule une véritable volonté de blocage, émanant de la base, au finish et avec exigence de résultat est à même de renverser la vapeur !

► Pour nos écoles, pour nos enfants la lutte pour un enseignement de qualité doit être aujourd'hui une priorité !

Charleroi

Suite à la signature de la motion "Charleroi, ville antifasciste", un rassemblement d'extrême-droite est interdit à Gilly.

Le 25 janvier 2020, à Gilly (Charleroi), s'était tenu un rassemblement du parti d'extrême-droite européen, le PNE (Parti National Européen). Une mobilisation antifasciste s'était alors tenue face au lieu du rassemblement, et la police a rapidement fait usage de la force de façon disproportionnée.

Suite à cet événement et aux réflexions qui en ont découlé, la

Coalition Antifasciste Carolo (CAC) s'est formée. Cette coalition, composée de représentants d'organisations syndicales, associatives et politique, s'est donné pour objectif de combattre l'idéologie fasciste et sa banalisation sur le territoire carolorégien.

Presque 3 ans plus tard, la motion "Charleroi, Ville Antifasciste", écrite par la CAC, fut présentée et adoptée lors du Conseil Communal de Charleroi du 23 janvier 2023. Elle fut "symboliquement" déposée par le Groupe PS.

A la fin de cette même semaine, les membres de la CAC apprirent la tenue d'un nouveau rassemblement nauséabond : le 4 février 2023 devait avoir lieu l'université d'hiver de "Chez Nous", parti créé suite à des tensions internes chez "Nation", mouvement aux idées et propos tout aussi fascisants.

Les Jeunes de la Coalition Antifasciste Carolo ont alors demandé par mail au bourgmestre P. Magnette de prendre position quant à la tenue de cet événement : Soit il est interdit, soit il est autorisé et il y aura mobilisation.

Très rapidement, un arrêté de police interdira le maintien de ce meeting en tant qu'événement public car, malgré cet arrêté, les jeunes de "Chez Nous" se sont tout de même réunis de façon plus privée et discrète, comme ils l'indiquent eux-même sur leur réseaux sociaux.

Cette histoire prouve une fois de plus que la vigilance et la lutte contre l'idéologie fasciste ne doit jamais baisser et que nous pouvons, en nous mobilisant, en nous unissant, en alertant, en interpellant, ralentir son actuelle propagation.

Ukraine

« Bonjour à tous. Je m'appelle Yury Samoilov, je suis un dirigeant du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine dans la ville de Krivoy Rog.

Je lance un appel aux travailleurs du monde entier, de différents pays et de différentes professions, aux différentes organisations de travailleurs, aux syndicats et aux organisations sociales avec cette demande. Depuis neuf mois, nous résistons à l'invasion de la Russie impérialiste contre le peuple ukrainien. Concrètement, notre organisation a envoyé plusieurs centaines de camarades, membres de notre syndicat, hommes et femmes, au front. Nous vivons actuellement une situation très difficile avec des coupures d'électricité, d'eau et de chauffage. L'hiver est arrivé, la température est en dessous de zéro. Nos enfants et nos personnes âgées souffrent particulièrement.

Je voudrais vous demander : aidez-nous de toutes les manières possibles. Même avec toutes les difficultés, je suis confiant que la victoire sera nôtre.

Mais avec votre aide, ce sera avec moins de pertes et de difficultés pour nous. Plus vous nous aidez, moins nous perdrons de personnes.

Pendant le temps où vous êtes venu avec de l'aide et où vous étiez avec nous, je l'ai ressenti. Même, lorsque Kherson a été libéré, votre soutien a aidé concrètement à la libération de Kherson.

Encore une fois, je vous remercie par avance de votre soutien, de votre participation, d'être venu jusqu'à nous, de nous montrer moralement que nous ne sommes pas seuls au monde. Et que tous, nous obtiendrons la victoire sur l'impérialisme mondial.

Merci. »

plus d'infos sur :



► **Nous appelons à manifester le samedi 25 février à Bruxelles contre l'invasion russe et pour la solidarité avec l'Ukraine (départ de la gare de Bruxelles-Nord à 13h), à l'initiative de Promote Ukraine, de l'Union des Femmes ukrainiennes en Belgique et du Comité belge du Réseau européen de Solidarité avec l'Ukraine**

Mobilisation historique contre la réforme des retraites en France : et après ?

Une journée réussie qui ne suffira pas

Avec 1 120 000 manifestant·es annoncé·es par le Ministère de l'Intérieur, et plus de 2 millions selon la CGT, la première journée de mobilisation contre la nouvelle réforme des retraites, appelée par les 8 centrales syndicales du pays, a frappé très fort, avec des manifestations dans plus de 250 villes. Le nouveau projet de Macron entend repousser l'âge légal (minimal) de départ à la retraite de 62 à 64 ans, et anticiper l'allongement de la

durée de cotisation à 43 annuités (déjà décidée lors de la réforme du gouvernement Hollande), à 2027 au lieu de 2035. Beaucoup de militant·es n'avaient encore jamais vu autant de monde dans la rue. Il faut remonter aux mobilisations de 2006 contre le « Contrat Première Embauche », voire à celles de 1995 contre la réforme des retraites du gouvernement Juppé, pour trouver des éléments de comparaison, selon les villes. Les remontées d'informations dans les syndicats annonçaient un succès, mais pas de cette ampleur.

Avec l'enlèvement de la mobilisation pour la hausse des salaires après le 18 octobre, dans un contexte pourtant marqué par l'inflation, il existait un certain doute sur la capacité des syndicats à mobiliser sur leur modèle de journées d'actions isolées. L'attitude, au mieux observatrice et en général hostile, d'une grande majorité des structures syndicales vis à vis du mouvement des Gilets jaunes, est également toujours dans la mémoire de nombreux·x·es travailleur·x·es, qui ne voient pas dans le cadre syndical de mobilisation la possibilité d'élever la conflictualité politique au point de faire céder un gouvernement. En revanche, c'est aussi peut être, au final, l'échec du mouvement des Gilets jaunes en matière de satisfaction des revendications, qui aboutit à ce que certain·es s'approprient ce cadre, à défaut d'autres, pour s'organiser. En tout état de cause, cet appel intersyndical à une grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites a été un succès numérique en termes de manifestants et manifestantes, et dans une moindre mesure en matière de grévistes.

Lire la suite :

